

NOTICE D'ACCESSIBILITÉ (DAT-n° 10)

(D'autres types de notices peuvent être utilisés, mais les éléments de détail prévus par le décret du 11 septembre 2007 devront impérativement y figurer)

1. RAPPELS

a. Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 – articles 41 à 43 et 51 « volets accessibilité »
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 – cadre bâti « ERP – IOP – BHC et MI » – modifié par décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007
- Décret n° 2007-1327 et arrêté du 11 septembre 2007 – dossier spécifique « accessibilité des ERP et IOP »
- Décret n° 2006-1089 du 30 août 2006 — « modification des CCDSA »
- Arrêté du 1er août 2006 – ERP et IOP « neufs » – modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007
- Arrêté du 21 mars 2007 – ERP et IOP « existants »
- Arrêté du 22 mars 2007 – attestation de travaux accessibilité « ERP et IOP » – modifié par l'arrêté du 03 décembre 2007
- Arrêté du 9 mai 2007
- Arrêté du 11 septembre 2007
- Annexe 3 à l'arrêté du 22 mars 2007 modifié par l'arrêté du 03 décembre 2007
- Circulaire 2007-53 du 30 novembre 2007
- Arrêt modifier du 8 novembre 2014

b. L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public défini à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap**.

« L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements »

c. Fin de travaux

Selon l'article R.111-19-29 du CCH en fin de travaux :

- Dans le cas d'un permis de construire : l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES RÈGLES D'ACCESSIBILITÉ** qui sera jointe à la DAACT telle que définie par les articles R.111-19-27 à R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation ;
- Dans le cas d'une autorisation de travaux : le maître d'ouvrage doit solliciter le passage de la commission d'accessibilité compétente.

d. Définition de l'accessibilité :

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 111-19-2. — Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

Le projet doit prendre en compte tous les types de handicaps (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage ;

Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée ;

Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage ;

Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

2. OBJET DU DOCUMENT

La présente notice précise, dans le cadre d'une construction, d'un aménagement ou d'une modification d'un ERP, l'engagement du maître d'ouvrage vis-à-vis de la réglementation relative à l'accessibilité pour les personnes handicapées et fournit un cadre de renseignement pour l'examen du projet nécessaire à l'instruction du dossier (permis de construire ou autorisation de travaux).

a. Renseignements utiles

Toutes précisions concernant cette notice peuvent être demandées auprès de :

b. Direction départementale des territoires (DDT) – Tarn – Mission Accessibilité

Tél. : 05 63 81 27 50 01

3. OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Au stade du permis de construire ou de l'autorisation de travaux : le maître d'ouvrage prend l'engagement de respecter les règles de construction.

Il doit fournir tous les éléments connus à ce stade du projet, et décrits ci-après, permettant la vérification de la prise en compte des règles d'accessibilité facilitant l'**AVIS OBLIGATOIRE** de la commission d'accessibilité compétente (commission communale ; d'arrondissement ou sous-commission départementale d'accessibilité [SCDA])

Important : Formuler si nécessaire la demande de dérogation (art R 111-19-6 et R.111-19.10 du CCH)

Le Préfet peut accorder des dérogations, après consultation de la SCDA, aux dispositions des articles R.111-19 à R.111-19.5 et R.111-19-7 à R.111-19-9 qui ne peuvent être respectées du fait d'une impossibilité technique résultante de l'environnement du bâtiment et notamment des caractéristiques du terrain, de la présence de constructions existantes ou de contraintes liées au classement de la zone de construction, notamment au regard de la réglementation de prévention contre les inondations ou s'agissant de la création d'un ERP ou d'une IOP dans une construction existante, en raison de difficultés liées à ses caractéristiques ou à la nature des travaux qui y sont réalisés ou pour des motifs liés à la conservation du patrimoine architectural en cas de création d'un ERP par changement de destination dans un bâtiment ou une partie de bâtiment classé ou inscrit au titre des monuments historiques.

La demande de dérogation dûment motivée, soumise à la procédure ou aux modalités prévues aux articles R.111-19-23 ou R.111-19-25 est jointe à cette notice (formulaire page 13). Cette demande indique les règles auxquelles le demandeur souhaite déroger, les éléments du projet auxquels elles s'appliquent et les justifications de chaque demande (art.4 de l'arrêté du 11 septembre 2007) Si l'établissement remplit une mission de service public, elle indique en outre les mesures de substitution proposées (art. R111-19-10b du CCH)

4. COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier transmis pour étude devra comporter les pièces suivantes :

Dans le cadre d'un permis de construire, le dossier spécifique PC 39 doit contenir (art. R.111-19-18 et R.111-19-19) :

- Un plan coté en trois dimensions précisant les cheminements extérieurs ; conditions de raccordement à la voirie et les espaces extérieurs de l'établissement et entre l'intérieur et l'extérieur du ou des bâtiments constituant l'établissement,
- Un plan coté en trois dimensions précisant les circulations intérieures horizontales et verticales ; les aires de stationnement et s'il y a lieu les locaux sanitaires destinés au public,
- La présente notice d'accessibilité,
- Le formulaire d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP.

Dans le cadre de l'autorisation de travaux, le dossier comporte (art. R.111-19-18 et R111-19-19)

- Le formulaire d'autorisation de travaux,
- Un plan coté en trois dimensions précisant les cheminements extérieurs ; conditions de raccordement à la voirie et les espaces extérieurs de l'établissement et entre l'intérieur et l'extérieur du ou des bâtiments constituant l'établissement,
- Un plan coté en trois dimensions précisant les circulations intérieures horizontales et verticales ; les aires de stationnement et s'il y a lieu les locaux sanitaires destinés au public,
- La présente notice d'accessibilité.

Remarque : les plans cotés doivent faire apparaître au moyen de détails (art.2 de l'arrêté du 11 septembre 2008).

- Faire figurer les rectangles d'espace d'usage (0,80 x 1,30) et les aires de rotation (Ø 1,50), circuits piétons, pentes des plans inclinés ;
- Indiquer et coter les stationnements, les cheminements usuels et les niveaux actuels et finis.
- Coter les paliers, sas, dégagements, couloirs, portes, pièces sanitaires, etc.

5. DONNÉES CONCERNANT L'OPÉRATION

a. Désignation de l'opération

1. DEMANDEUR (bénéficiaire de l'autorisation)

Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet
Espace Ressources - Le Causse Espace d'Entreprises
40 avenue de la Montagne Noire
81115 CASTRES Cedex
Tél. 05 63 73 50 23 – Mob. 06 77 55 76 98
Chargé d'opérations : Vincent AMOROSETTI

2. ÉTABLISSEMENT

NOM de l'établissement : Lac des Montyagnes
Activité avant travaux : IOP Après travaux : IOP
IDENTITÉ du futur exploitant : inchangé de l'initial Profession libérale : OUI ☐ NON ☒
TYPE(S) et CATÉGORIE de l'établissement : IOP
ADRESSE : le lac des Montagnes
Code postal : 81 200 Commune : Mazamet
Demande de permis de construire en cours : OUI ☐ NON ☒

b. Désignation des acteurs

1. Maître d'ouvrage :

Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet
Espace Ressources - Le Causse Espace d'Entreprises
40 Avenue de la Montagne Noire
81115 CASTRES Cedex
Tél. 05 63 73 50 23 – Mob. 06 77 55 76 98
Chargé d'opérations : Vincent AMOROSETTI

2. Maître D'œuvre :

Benoît CABROL Architectes D.P.L.G
41 bis, rue Amiral Galiber – 81 100 CASTRES
contact@cabrol-architectes.fr
Tel 05 63 71 49 71

3. Si celui-ci est connu, bureau de contrôle ou architecte a, qui est confié, l'établissement de l'attestation de prise en compte des règles d'accessibilité :

SOCOTEC - Agence Midi Pyrénées Bureau de l'Avérons-Tarn
81990 LE SEQUESTRE
Tél. : 05 63 38 39 98 - Fax : 05 63 47 14 81
E-mail : construction.rodezalbi@socotec.com
Responsable d'affaires : Emmanuel GAU - emmanuel.gau@socotec.com - Tél : 06.09.48.47.37

4. Nom de l'intervenant :



L'attention du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre est attirée par le fait que la liste suivante est non exhaustive, non limitative et A ADAPTER A CHAQUE PROJET.

Le détail de l'ensemble des dispositions réglementaires figure dans les articles R111-19 à R111-19-12 et les arrêtés du 1^{er} août 2006 modifiés par les arrêtés du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRÉSENT PROJET

**Détails à prendre en compte dans la notice :
[art 2-3° de l'arrêté du 11 septembre 2007]**

Les dimensions des locaux et les caractéristiques des équipements techniques et des dispositifs de commande utilisables par le public

- Dispositifs de contrôle d'accès, notamment digicodes et visiophones ;
- Portes automatiques, portillons, tourniquets ;
- Guichets, banques d'accueil et d'information, caisses de paiement ;
- Mobilier fixe, notamment tables, comptoirs, sièges, présentoirs, lits, appareils sanitaires isolés, fontaines ;
- Appareils distributeurs, notamment distributeurs de tickets, de billets, de boissons et denrées ;
- Dispositifs d'information et de communication divers, notamment signalétiques, écrans, panneaux à messages défilants, bornes d'information, dispositifs de sonorisation ;
- Équipements de mobilité, notamment ascenseurs et appareils élévateurs, escaliers et trottoirs mécaniques ;
- Équipements et dispositifs de commande destinés au public, notamment dispositifs d'ouverture de portes, interrupteurs, commandes d'arrêt d'urgence, claviers...

La nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds situés sur les cheminements

[Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle, dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions]

Le traitement acoustique des espaces d'accueil, d'attente du public et de restauration

[Niveaux de performance visés en termes d'isolement acoustique et d'absorption des sons — aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol de ces locaux]

c. Les dispositifs d'éclairage des parties communes : tout point du cheminement extérieur accessible, postes d'accueil, tout point des circulations intérieures horizontales, tout point de chaque escalier et équipement mobile

[Niveaux d'éclairement visés et moyens éventuellement prévus pour l'extinction progressive des luminaires]

RENSEIGNEMENTS APPLICABLES À VOTRE PROJET

❖ CHEMINEMENTS EXTERIEURS

[Article 2 de l'arrêté du 1er août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel [largeur, pente, espaces de manœuvre de portes, de demi-tour, de repos, d'usage...]
- Repérage, guidage [contraste visuel, signalisation...]
- Sécurité d'usage [hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers...]
- Qualité d'éclairage [minimum 20 lux]
- ...

1) Description

a. Repérage et guidage :

Prise en compte des sens de circulation avec une signalétique adaptée, marquage au sol et sur les éléments structurels des zones de circulation et cheminement sécurisé.

b. Caractéristique dimensionnelle

Les cheminements sont horizontaux avec le minimum de ressaut ≤ 2 cm
Présence de pente à certains accès qui sont $\leq 6\%$ et ont des paliers de repos sur des distances inférieures à 10 m
L'ensemble des circulations présente une largeur confortable au croisement, avec une largeur ≥ 1.20 m libre
Les dévers sont inférieurs à 3%
Les caractéristiques dimensionnelles de ces différents espaces répondent à l'annexe 2.

c. Sécurité d'usage

Les trous et fentes situés en sol sur l'ensemble des cheminements accessibles ont une largeur ou un diamètre inférieur ou égal à 2 cm seront bouchés et colmatés sans faire de creux, ni de bosse.
Éclairage du cheminement à 20 lux moyens suivants article 14.

❖ STATIONNEMENT

[Article 3 de l'arrêté du 1er août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Nombre : 2 % du nombre total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur...
- Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol
- Raccordement avec cheminement horizontal sur une longueur de 1,40 m minimum
- ...

1) Description

a. Situation

Implantation de ceux-ci au plus proche des accès ou lieux à desservir.
- 2 places de stationnements sont retracées proches des accès de la place
- 3 places de stationnements proches de l'accès à la digue
Ces stationnements faisant partie du domaine public, et non liés proprement à l'établissement.

b. Repérage

Mise en place de panneaux de signalisation des places réservées de type B6d et B6h, en tête des places sur une hauteur visible (Hauteur > 2.20 mètres)

c. Nombre

5 places de stationnements (2 proches de la plage, et 3 côtés digue)
Nombre total du site pas de présence de marque, se sont des zones sans indication, sauf celle pour les PMR que nous créons.

d. Caractéristiques dimensionnelles

3.30 de largeur, 5.00 de profondeur, plus une indication d'une surlargeur en fond sur 1.20 m, ensemble matérialisé en sol

e. Atteinte et usage

Stationnement sur le domaine public

❖ ACCES AUX BATIMENTS

[Article 4 de l'arrêté du 1er août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Entrées principales facilement repérables [éléments architecturaux, matériaux différents ou contraste visuel...]
- Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage...)
- Nature et positionnement des systèmes de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées de porte...)
- ...

1) Description (article 4)

a. L'accès bâtiment des secours

Réfection de la plateforme d'accès aux postes de secours, création d'une rampe d'accès avec les contraintes de pente comme les cheminements, possibilité de faire demi-tour en haut et bas de la plateforme. Reprise des escaliers de la plateforme vers la plage suivant indication et contrainte.

Marche :

Largeur minimale entre mains courantes sera de 1,00 mètre, ou main courante et élément structurel.

Les caractéristiques des marches actuelles seront conservées.

En haut mise en place d'une dalle podotactile de couleur contrastée au support seront implantées à une distance de 0,50 mètre maxi à défaut, sinon cette distance sera au moins d'une valeur d'un giron de la dernière marche de la volée.

Les premières et les dernières marches de chaque volée sont pourvues d'une contremarche d'une hauteur minimale de 10 centimètres, visuellement contrastée par rapport à la marche sur au moins 10 centimètres de hauteur.

Les nez de marches répondent à une exigence d'être contrastée visuellement par rapport au reste de l'escalier sur au moins 3 centimètres en horizontal et d'être non glissant et une qualité d'éclairage de 150 lux suivants article 14.

b. Repérage

Reprise de la signalisation qui soit plus visible depuis la voirie urbaine et mise en place de panneaux indicateurs depuis le parc de stationnement

c. Atteinte et caractéristiques minimales

Position de l'ensemble des dispositifs de communication ou de commande :

- 1) Situés à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant ;
- 2) Situés à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m et repérables et détectables.

Marquage des parties vitrées :

Suivant arrêté du 20 avril 2017, mise en place de bandes horizontales d'une largeur de 5 cm situés à 1,10 mètre et 1,60 mètre de hauteur, de couleur qui contraste avec votre environnement

Les éléments d'information relatifs à l'orientation répondront aux exigences définies à l'annexe 3

Reprise de l'éclairage de la plateforme au même titre que les cheminements (20 lux)

❖ ACCUEIL DU PUBLIC

[Article 5 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 et du 8 décembre 2014]

- Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable
- Si accueil sonorisé prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant
- Qualité d'éclairage (minimum 200 lux)
- ...

Sans objet

❖ ~~CIRCULATIONS INTERIEURES HORIZONTALES~~

[Article 6 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Éléments structurants repérables par les déficients visuels
- Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manœuvre de portes...)
- Qualité d'éclairage (minimum 100 lux)
- ...

Sans objet

❖ ~~CIRCULATIONS INTERIEURES VERTICALES~~

[Article 7 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

❖ ESCALIERS

- Contraste visuel et tactile en haut des escaliers
- Caractéristiques minimales à respecter (largeur des escaliers, hauteur des marches et giron, mains courantes contrastées...)
- Qualité d'éclairage (minimum 150 lux)
- ...

Sans objet

❖ ASCENSEURS

- Obligation d'ascenseur si accueil en étages de plus de 50 personnes (100 pour type R) ou prestations différentes de celles offertes au niveau accessible
- Conforme à la norme EN 81-70 (dimensionnement, éclairage, appui, indications liées au mouvement de la cabine, annonce des étages desservis...)
- Possibilité d'élévateurs à usage permanent par voie dérogatoire

...
Sans objet

❖ TAPIS ROULANTS, ESCALIERS ET PLANS INCLINÉS MÉCANIQUES

[Article 8 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Ne peuvent remplacer un ascenseur obligatoire
- Respect de prescriptions particulières pour le repérage et l'utilisation d'arrêt d'urgence
- Doivent être doublée par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur

...
Sans objet

❖ REVETEMENTS DE SOLS, MURS ET PLAFONDS

[Article 9 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle
- Dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions (dureté, aire d'absorption des revêtements et éléments absorbant > 25 % de la surface au sol des espaces d'accueil, d'attente, de restauration...)

1) Description

a. Général :

Les revêtements de sol et les équipements situés sur le sol des cheminements sont sûrs et permettent une circulation aisée des personnes handicapées.
Les revêtements des sols ne créent pas de gêne visuelle pour les personnes ayant une déficience sensorielle.
Pas de ressaut de plus de 2 cm

i. Général :

Localisation :	Nature
Sol	Matériaux de type enrobé bicouche

❖ PORTES, PORTIQUES ET SAS

[Article 10 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales à respecter (largeur des portes, positionnement des poignées, résistance des ferme-porte, repérage des parties vitrées, espaces de manœuvre de portes cf annexe 2 de l'arrêté du 1^{er} août 2006...)

1) Description

Toutes les portes ont les exigences suivantes ;
- **Portes-principes** : passage libre minimal de 1,20 mètre de largeur, le passage du vantail de service ayant une largeur minimale de 80 centimètres, et de 77 centimètres libres, porte ouverte à 90 degrés
Les espaces de manœuvre devant les portes auront les exigences suivant l'annexe 2 au minimum

2) Atteinte et usage

Les poignées de porte seront facilement préhensibles et manœuvrables en position « debout » comme « assis », ainsi que par une personne ayant des difficultés à saisir et à faire un geste de rotation du poignet, toute poignée qui ne rentrera pas ce cas, une remplacer des béquilles par une béquille rallongée.
Remplacement des ferme-porte ayant un effort supérieur à 50 newtons par un qui soit PMR.
Mise en place des pictogrammes et norme de la pièce ou lieu sur les portes-desservant des pièces ou lieux à être utile pour le PMR et une étiquette en braille,
Pour les portes ouvrantes sur l'extérieur dans les zones où le demi-tour est impossible et que le Ø 150 se trouvant à l'extérieur, il sera mis en place sur les ouvrants un système de poignée de rappel.

3) Sécurité d'usage

Les portes et parois vitrées importantes seront repérées par les personnes malvoyantes de toutes tailles et ne créent pas de gêne visuelle, grâce à la mise en place de bandes adhésives ou vitrophanie, avec une couleur qui contraste, ces bandes positionnées horizontales d'une largeur de 5 centimètres situés à 1,10 mètre et 1,60 mètre de hauteur.

❖ LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC, EQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS DE COMMANDE

[Article 11 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014 et du 8 décembre 2014]

- Nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commande (contraste visuel, signalisation...)
- Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieures des lavabos ; guichets, mobiliers à usage de lecture, d'écriture ou d'usage d'un clavier.
- Caractéristique minimale à respecter pour les commandes manuelles, les fonctions de voir, entendre ou parler
- Information sonore doublée par une information visuelle
- ...

Sans objet

❖ SANITAIRES (TRAVAUX REALISER)

[Article 12 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014 et du 8 décembre 2014]

- Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées
- Espace latéral libre à côté de la cuvette, espace de manœuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur
- Positionnement de la cuvette (hauteur...), de la barre d'appui...
- Positionnement des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains...
- Obligation d'un lave-mains à l'intérieur des sanitaires « H »
- ...

1) Généralité

Sanitaires avec signalétique,

Chaque cabinet d'aisances sera équipé : un lavabo adapté, un distributeur papier, une barre de translation, miroir, distributeur de savon, sèche-mains, patères

Pour les lavabos en batterie, au moins un d'entre eux sera mis en accessibilité PMR.

Pour les vestiaires proches de la salle de danse seront mixte, car les leçons qui seront données seront soit entièrement garçon ou fille, pas de leçon mixte.

2) Caractéristique

Chaque zone comportera une espace intérieur libre de 80 x 130 centimètres pour le fauteuil,

Un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour dont les caractéristiques dimensionnelles sont définies à l'annexe 2, situé à défaut, à l'extérieur, mise en place de poignée de rappel sur les portes ouvrant sur l'extérieur

3) Atteinte et usage

Pour les portes ouvrantes sur l'extérieur dans les zones où le demi-tour est impossible et que le Ø 150 se trouvant à l'extérieur, il sera mis en place sur les ouvrants un système de poignée de rappel.

Ils comporteront un lave-mains accessible dont le plan supérieur est situé à une hauteur maximale de 85 centimètres

Une cuvette est située à une hauteur comprise entre 45 et 50 centimètres du sol, abattant inclus, à l'exception des sanitaires destinés spécifiquement à l'usage d'enfants

Une barre d'appui latérale est prévue à côté de la cuvette, permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant, située à une hauteur comprise entre 70 et 80 centimètres.

Les lavabos accessibles présenteront un vide en partie inférieur d'au moins 30 centimètres de profondeur, 60 centimètres de largeur et 70 centimètres de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant.

Les équipements et le positionnement de la robinetterie permettent un usage complet du lavabo en position assis.

❖ SORTIES

[Article 13 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 et du 8 décembre 2014]

- Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérables de tout point et sans confusion avec les sorties de secours
- ...

1) Généralité

Les sorties seront aisément repérées, atteintes et utilisées par les personnes handicapées grâce à un ensemble des signalisations

Les équipements de commande seront adaptés suivant les dispositions précédemment évoquées, répondront aux exigences de l'annexe 3, ainsi qu'aux dispositions mises en place pour la sécurité incendie. Afin de réaliser une évacuation rapide et fluide.

❖ ÉLÉMENTS D'INFORMATION ET DE SIGNALISATION

[Annexe 3 à l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales à respecter concernant les éléments d'information et de signalisation fournies de façon permanente aux usagers

1) Généralité

Mise en place d'une signalétique sur l'ensemble de l'établissement et sur les zones accessibles au PMR, avec les exigences :

- Être visible en tous points, sans rompre une chaîne de continuité d'information sur les cheminements
- Être lisible et compréhensible suivant distance

L'ensemble répondant aux exigences de l'annexe 3.

DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES

❖ ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ASSIS

[Article 16 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales des emplacements à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)

1) Généralité

Sans objet

❖ ÉTABLISSEMENTS COMPORTANT DES LOCAUX D'HEBERGEMENT

[Article 17 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales des chambres à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)
- Toutes les chambres doivent être adaptées dans le cas d'établissements d'hébergement de personnes âgées ou handicapées

Sans objet

❖ DOUCHES ET CABINES (TRAVAUX REALISER)

[Article 18 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales des cabines et des douches à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles, nature des équipements)

1) Généralité

Cabine de douche extérieure, celle-ci est accessible par un cheminement depuis le long de la route.

2) Nombre

1 cabinet douche extérieur voir plan des sanitaires

3) Atteinte et usage

espaces à usage individuel adaptés comportent en dehors du débatement de porte éventuel :

- un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour dont les caractéristiques dimensionnelles sont définies à l'annexe 2. ;
- un équipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position « debout »

Les douches adaptées auront :

- un siphon de sol affleurant au sol,
- un équipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position « debout » avec les mêmes contraintes que les cabines d'aisance.
- une espace de demi-tour est située devant les portes, avec la mise en place d'une poignée de rappel sur la porte pour refermer
- équipements accessibles en position « assis », notamment des patères, robinetteries, sèche-cheveux, miroirs, dispositifs de fermeture des portes.

❖ CAISSES DE PAIEMENT DISPOSEES EN BATTERIE

[Article 19 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales des caisses de paiement disposées en batterie à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)
- Largeur minimale d'accès aux caisses ;

Sans objet

DEMANDE ÉVENTUELLE DE DÉROGATION

Mise en garde : l'octroi d'une dérogation ne dispense pas le demandeur de respecter l'ensemble des règles non dérogré

Sans objet

Date et signature du demandeur